

EXTERNALISATION DE L'ASTREINTE

LA DIRECTION D'ENEDIS AUVERGNE JOUE À POKER MENTEUR

LA CGT ÉNERGIE 43 CONDAMNE DE TELLES PRATIQUES !

En mai 2025, après de nombreux bruits de couloir, les salariés des bases opérationnelles de l'Al Haute-Loire ont été informés d'un projet d'externalisation partielle de l'astreinte. Face à cela, de nombreux agents, inquiets, se sont tournés vers leurs représentants syndicaux CGT pour obtenir des réponses claires.

Les délégués syndicaux, sollicités par le syndicat, ont rapidement interpellé les directions qui, dans un premier temps, ont nié l'existence de ce projet.

La direction d'ENEDIS Auvergne n'avait d'ailleurs jamais abordé ce sujet avec vos élus CGT et n'a jamais consulté les instances représentatives du personnel (CSE, CSSCT).

UNE TELLE OPACITÉ EST INACCEPTABLE.

La CGT a donc pris l'initiative de consulter les agents sur le terrain, bureau par bureau, afin de recueillir leur avis.

Le message transmis aux chefs d'équipe et de proximité a été sans ambiguïté : Les agents ne resteront pas silencieux. Si ce projet devait se concrétiser, un préavis de grève pourrait être déposé.

Résultats : le projet a été mis en pause par le directeur de domaine en personne, accompagné de l'ensemble de ses chefs d'agence. Il a informé nos collègues de Langogne qu'il ne fallait pas considérer cette situation comme un recul de leur part, mais plutôt comme une vraie démarche de considération des salariés. **Quelle foutaise !**

Le 23 juin, nous apprenons, directement de la bouche de nos prestataires (Bouygues, EGEV, EE), que des salariés seraient mobilisés en juillet, en août et à Noël 2025 pour assurer l'astreinte. Ce foutage de gueule est inadmissible !

La CGT Énergie 43 exige des explications et imposera une consultation du CSE.

La CGT Énergie 43 attend que des excuses soient présentées à l'ensemble des salariés de l'Al pour ce manque flagrant de loyauté.

Sans retour cohérent des directions d'ENEDIS Auvergne d'ici le 1er juillet 2025, le syndicat saisira les autorités concédantes, la presse et les usagers pour les alerter sur la dégradation à venir de notre mission de service public, sans concertation avec ces personnels.